Julien PERREZ, Min REUCHAMPS, dirs, *Les Relations communautaires en Belgique. Approches politiques et linguistiques*

Louvain-la-Neuve, Éd. L'Harmattan /Academia, coll. Science politique, 2012, 681 pages

Patrick Saerens

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10204>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10204

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2015

Pagination : 322-323

ISBN : 9782814302716

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Patrick Saerens, « Julien PERREZ, Min REUCHAMPS, dirs, *Les Relations communautaires en Belgique. Approches politiques et linguistiques* », *Questions de communication* [En ligne], 28 | 2015, mis en ligne le 31 décembre 2015, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10204> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10204>

de la société, ce qui donne à son œuvre une actualité et une résonance qui va au-delà du seul travail de recherche : « Toutes les conditions pour discuter des droits et devoirs du sociologue dans l'intervention publique, de sa mission professionnelle, de son vécu pédagogique nous conduisent par conséquent à sa lecture » (p. 20). De sorte que, écrit Jean Peneff, « si quelqu'un nous demande, vrai ou faux naïf, à quoi sert Becker ? On dira sans hésiter "À nous libérer !" » (p. 30).

Le plan de l'ouvrage permet de revenir en quelques chapitres sur les éléments les mieux connus du travail de l'auteur : le sociologue du travail (pp. 31-61) ; les « mondes » (organisations, institutions, professions, pp. 63-82) ; pragmatisme, interactionnisme (pp. 83-98) ; dans une analyse critique qu'Howard S. Becker donne lui-même de son travail et de ses limites : pas de construction d'une théorie générale, refus d'un dogmatisme méthodologique stérilisant) ; ambiguïté et réductionnisme de l'étiquette « interactionniste » (« Nous sommes tous des interactionnistes puisque la substance sociologique est le relationnisme, le comparatisme, le relativisme » (p. 96), mais « cette catégorie est devenu un fourre-tout » (*ibid.*) qui n'apporte rien à la compréhension du travail de l'auteur (il est « un interactionniste sensible aux conditions collectives et mouvantes d'un travail créateur » résume Jean Peneff, p. 132).

Les deux derniers chapitres complètent de façon originale le panorama des apports d'Howard S. Becker. Un chapitre intitulé « Pédagogie : les idées du professeur Becker » (pp. 99-117) livre un aspect moins connu du sociologue, sauf peut-être pour les lecteurs français, sur le plan des conseils méthodologiques contenus dans les ouvrages pratiques *Écrire les sciences sociales* (trad. de l'américain par Patricia Fogarty et Alain Guillemin, Paris, Éd. Economica, [1986] 2004), et *Les Ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales* (trad. de l'américain par Jacques Mailhos, Paris, Éd. La Découverte, [1988] 2002). Howard S. Becker a été un enseignant dont les pratiques pédagogiques étaient en accord avec ses principes de recherche : volonté de partager sa conception du travail et de former des dispositions à la fois ouvertes (comme en témoigne ses réflexions sur l'engagement et le niveau de participation de l'observateur) et critiques chez ses étudiants, refus de la posture du maître donneur de leçons, de la scolastique (ses « leçons » partent de ses observations ou du travail effectué par ses étudiants), modestie de l'approche (de l'observation à l'écriture) pour se donner quelque chance de compréhension approfondie : « En citant encore une fois Hugues, je dirai que la sociologie ne découvre pas

des choses que personne n'aurait connues auparavant [...] il n'est pas du tout question de dévoiler ce qui serait caché, mais de trouver quelque chose de plus au sens d'aller dans tel endroit où d'autres gens ne sont peut-être pas allés [...]. Ce n'est donc pas une démarche extraordinaire, magique, et il n'y a pas le moindre besoin de vocabulaire ésotérique » déclare le sociologue américain (p. 115). Intitulé « Becker en France » (pp. 119-132), le dernier chapitre analyse différents aspects du rapport d'Howard S. Becker (ses publications, sa réception, son « usage ») à l'univers académique français. Ici, Jean Peneff livre des points de vue plus personnels : pointant certaines limites du travail du chercheur (les questions et les « mondes » qu'il n'a pas étudiés, l'absence d'une théorie générale), il souligne aussi les aspects les plus stérilisants du système académique français que ce soit sur le plan de la formation ou de la sélection des étudiants (« La sociologie n'a pas intérêt à être normalisée et donc ne peut devenir "Normalienne" [...]. Le savoir par l'expérience raisonnée de Becker [...] s'oppose au cumul livresque, à l'apprentissage d'une écriture confuse pour réussir aux examens » (p. 123). En conclusion (pp. 133-134), reste à Jean Peneff (p. 133) d'inviter à (re)lire Howard S. Becker et à en profiter pour « libérer la socio ».

Pierre Leroux

Crape, Ucol/Unam, F-49000

Pierre.Leroux@uco.fr

Julien PERREZ, Min REUCHAMPS, dirs, *Les Relations communautaires en Belgique. Approches politiques et linguistiques*

Louvain-la-Neuve, Éd. L'Harmattan/Academia, coll. Science politique, 2012, 681 pages

L'objectif de l'ouvrage de concilier deux disciplines fort différentes – la science politique d'une part, la linguistique d'autre part – autour de l'éternel débat communautaire entre Flamands et Wallons peut paraître une gageure. On l'aborde donc avec une certaine circonspection lorsqu'on est un observateur averti de la chose publique et qu'on présume bien connaître les termes du débat qui hantent le pays depuis plusieurs décennies. Très vite, cette vision polymorphe séduit en se concentrant sur le discours politique, « lieu de rencontre par excellence entre le linguistique et le politologue » (p. 10). L'analyse se focalise à la fois sur les idées débattues par les politiques et sur la forme de celles-ci, contenues dans une analyse langagière à travers des mots qui révèlent souvent les représentations divergentes entre communautés de concepts utilisés de part et d'autre de la frontière linguistique.

Aussi, à travers ces regards croisés, les auteurs de l'étude ont-ils souhaité vérifier si l'identité des habitants d'un pays en pleine mutation se reflétait dans la perception que les médias de leurs communautés respectives leur donnaient d'eux-mêmes et de ceux qui habitent de l'autre côté du Rubicon linguistique. À cet égard, le résultat développé par le politologue Dave Sinardet (pp. 105-130) – néerlandophone qui s'exprime régulièrement dans les médias francophones – est éclairant. Après avoir rappelé (p. 109) que la Belgique est un pays qui n'a aucune structure médiatique publique nationale, au contraire d'autres États fédéraux, il constate à quel point les journalistes flamands et wallons ont tendance à s'intégrer dans leurs communautés respectives par l'usage de *nous* et *eux* qui en dit long sur la distance qu'ils peuvent prendre sur les divergences communautaires. C'est assurément une des révélations du livre lorsque l'analyse sémantique du fameux dossier Bruxelles-Halle-Vilvorde (BHV) – qui a empoisonné des générations de politiciens – aboutit à la conclusion que les spectateurs ne sont pas informés d'une manière leur permettant de se forger une opinion personnelle critique sur le cœur du problème (p. 130). Rappelons que Bruxelles-Halle-Vilvorde est un arrondissement électoral qui permettait aux francophones de la proche périphérie bruxelloise résidant dans les communes flamandes de Halle et Vilvorde de voter pour des listes francophones, ce qui apparaissait inacceptable aux yeux des partis néerlandophones. Alors qu'on imagine mal qu'un journaliste débattre avec un politique de droite ou de gauche en précisant sa propre couleur politique, dans la thématique communautaire, c'est de manière partisane que les questions sont posées, au point qu'on peut regretter – avec l'auteur – l'existence d'un authentique débat fédéral sur le sujet.

La recherche des linguistes Jean-Claude Deroubaix et Corinne Gobin sur le passage de la Belgique unitaire à l'État fédéral en un demi-siècle de déclaration gouvernementale est également assez instructive (pp. 75-101). On apprend que le mot *fédéral* ne sera utilisé pour la première fois qu'en 1992 (p. 100). À peine dix ans plus tard, la Belgique fera sa mue vers un fédéralisme qui tend désormais à un confédéralisme, preuve que l'histoire s'est accélérée.

Quant à l'approche interdisciplinaire sur les métaphores conceptuelles à travers les discours des citoyens belges sur ce qu'ils retiennent du fédéralisme (pp. 133 sq.), elle nous aura moins convaincu. Certes, l'analyse de près de 100 000 mots de panels de Belges « ordinaires » – l'un en Flandre, l'autre en Wallonie, en 2007-2008 – a le mérite de dégager des tendances, mais la méthode semble poser deux problèmes méthodologiques. D'une

part, dans un pays aussi complexe que la Belgique, ne pas avoir interrogé les Bruxellois qui ont leur spécificité régionale nuit à la crédibilité des résultats ; d'autre part, peut-on vraiment parler de citoyens « ordinaires » avec des panels dont l'échantillon paraît peu représentatif et surtout en tirer des conclusions à une période où le mot n'avait pas encore été galvaudé par les différents partis politiques ?

Il n'est pas certain que, sept ans plus tard, les deux métaphores qui définissent le système fédéral – machine/usine à gaz d'une part, mariage d'amour ou de raison d'autre part – se retrouveraient dans le cadre d'une nouvelle recherche. En revanche, le très (trop ?) fameux « compromis » à la belge (p. 148) reste assurément la marque de fabrique du pays, plébiscité tant au Nord qu'au Sud, en dehors de toute temporalité.

La présente note est sans doute biaisée par la nationalité de son auteur. S'il est vrai que « la Belgique constitue un véritable laboratoire à ciel ouvert pour les chercheurs » (p. 7), il n'est pas certain qu'un étranger aurait la même lecture de l'ouvrage, compte tenu de la complexité du mécano institutionnel du pays. À cet égard, les analyses de la troisième partie (pp. 161-187) consacrées au Royaume-Uni, à la Suisse et au Canada constituent une respiration bien venue pour ceux qui veulent s'échapper de l'étroitesse de la querelle belgo-belge. Avec Émilie LHôte (pp. 161-188), on y apprend que le discours des politiques belges paraît pessimiste (le fédéralisme serait la moins mauvaise des solutions) alors que la dévolution des compétences au Royaume-Uni apparaît comme le meilleur moyen de renforcer l'union. La récente victoire des unionistes contre le séparatisme d'une partie des Écossais (18/09/14) semble confirmer cette thèse. Aussi apprend-on avec une certaine envie combien la Suisse a pu pacifier le débat politique sur les langues, même si la situation géographique et historique n'est en rien comparable à celle de la Belgique. Quant au Canada, il ne connaît pas cette pacification, mais semble avoir résumé les métaphores linguistiques des citoyens belges dans un pragmatisme somme toute assez anglo-saxon selon lequel « le Canada est une famille et le fédéralisme est une machine » (p. 236). Il faudra voir, à moyen terme, si cette famille ne va pas se désunir, crainte récurrente en Belgique dont la sixième réforme de l'État, postérieure à la sortie du livre commenté, ne laisse pas croire que la mutation est en phase d'achèvement.

Patrick Saerens

ICHEC Bruxelles, université de Lorraine, BE-1150
patrick.saerens@ichec.be